



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

***Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier***

Service de l'achat, de l'innovation et de la  
logistique du ministère de l'intérieur

Sous-direction de l'achat et du suivi de  
L'exécution des marchés

*Bureau des achats métiers*

Affaire suivie par : Norma DAUVIN

Tél : 01 86 21 61 14

Mail : norma.dauvin@interieur.gouv.fr

PRA043715 SAD MATEROPTIQ  
SAILMI/SDASEM/BAM

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)  
SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)  
Acquisition et prise en main de matériels photographiques, vidéographiques et de  
leurs accessoires, au profit de la gendarmerie et de la police nationale**

**CALENDRIER DE LA CONSULTATION**

Date et heure limite de remise des candidatures initiales :  
16 janvier 2026 – 17h00

Date et heure de fin de validité du système d'acquisition dynamique :  
16 janvier 2036 – 17h00

*Le présent document comprend 10 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 10.*

## S O M M A I R E

|                                                                                                                |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Article 1. Objet de la consultation.....                                                                       | 3  |
| Article 2 : Cadre juridique.....                                                                               | 3  |
| Article 3 : Décomposition du système d'acquisition dynamique.....                                              | 3  |
| Article 4 : Durée du système d'acquisition dynamique.....                                                      | 4  |
| Article 5 : Étendue et quantités estimatives du système d'acquisition dynamique.....                           | 4  |
| Article 6 : Mise en œuvre du système d'acquisition dynamique.....                                              | 5  |
| Article 7 : Fonctionnement des marches spécifiques.....                                                        | 6  |
| Article 8 : Éléments à prendre en considération pour candidater au système d'acquisition dynamique.....        | 6  |
| Article 9 : Sous-traitance-groupement d'opérateurs économiques et moyens mis a la disposition du candidat..... | 7  |
| Article 10 : Dispositions relatives a la candidature.....                                                      | 8  |
| Article 11 : Dispositions relatives a l'offre.....                                                             | 9  |
| Article 12 : Processus électronique.....                                                                       | 9  |
| Article 13 : Critères d'évaluation des offres pour les marches spécifiques.....                                | 10 |
| Article 14 : Échanges avec l'administration – Renseignements complémentaires.....                              | 10 |

## ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Afin de disposer d'une capacité d'approvisionnement en matériels photographiques, vidéographiques et des accessoires performants et innovants destinés aux missions de la police et de la gendarmerie nationale, le Ministère de l'Intérieur a décidé d'utiliser la technique achat du système d'acquisition dynamique (SAD), article L.2125-1 du Code de la commande publique.

Le présent système d'acquisition dynamique porte sur l'acquisition et la prise en main de matériels photographiques, vidéographiques et de leurs accessoires, au profit de la gendarmerie et de la police nationale.

## ARTICLE 2 : CADRE JURIDIQUE

Le système d'acquisition dynamique, objet de cette consultation, sera soumis au Code de la commande publique.

## ARTICLE 3 : DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Conformément à l'article R.2162-37 du Code de la commande publique, le présent système d'acquisition dynamique est subdivisé de la manière suivante en fonction des types de matériels ou prestation que l'administration souhaite acquérir :

| Catégorie | Désignation                      |
|-----------|----------------------------------|
| 1         | Boîtiers                         |
| 2         | Objectifs et filtres             |
| 3         | Batteries, chargeurs et stockage |
| 4         | Sacs et moyens de transport      |
| 5         | Supports de stabilisation        |
| 6         | Autres accessoires fonctionnels  |
| 7         | Longues-vues terrestres          |
| 8         | Jumelles d'observation de jour   |
| 9         | Formations                       |

Les caractéristiques de chacune de ces catégories sont détaillées dans le CCTP de l'accord-cadre.

Un opérateur économique peut candidater pour une ou plusieurs catégories du système d'acquisition dynamique.

## ARTICLE 4 : DURÉE DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée de validité de dix (10) ans à compter de la date limite de remise des candidatures initiales.

Les candidatures suivantes peuvent être déposées tout au long de la durée du SAD, au plus tard jusqu'au 16 janvier 2036 à 17h00 (heure française métropolitaine).

Les consultations en vue de la passation d'un marché spécifique peuvent être lancées au plus tard jusqu'au 16 février 2036.

Chaque marché spécifique a sa propre durée de validité et ses propres délais d'exécution, qui peuvent aller au-delà de la durée du système d'acquisition dynamique.

Il peut être mis fin au SAD sur décision de l'acheteur. Cette décision est notifiée aux opérateurs économiques constituant une catégorie du SAD et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques en cours d'exécution.

Une fin anticipée du SAD n'ouvre droit à aucune indemnité.

## ARTICLE 5 : ÉTENDUE ET QUANTITÉS ESTIMATIVES DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le système d'acquisition dynamique est au profit des unités de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale.

Il est défini sans limites de montant financier ou de quantités (ni minimum, ni maximum).

À titre indicatif, le montant estimatif annuel du besoin est de :

| Catégorie | Intitulé                         | Montant estimatif annuel (en euros TTC) |
|-----------|----------------------------------|-----------------------------------------|
| 1         | Boîtiers                         | 447 000,00                              |
| 2         | Objectifs et filtres             | 350 206,00                              |
| 3         | Batteries, chargeurs et stockage | 350 000,00                              |
| 4         | Sacs et moyens de transport      | 270 000,00                              |
| 5         | Supports de stabilisation        | 357 655,00                              |
| 6         | Autres accessoires fonctionnels  | 300 000,00                              |
| 7         | Longues-vues terrestres          | 400 000,00                              |
| 8         | Jumelles d'observation de jour   | 350 000,00                              |
| 9         | Formations                       | 300 000,00                              |

Ces quantités estimatives ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution du système d'acquisition dynamique (SAD).

## ARTICLE 6 : MISE EN ŒUVRE DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le système d'acquisition dynamique fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au JOUE, au BOAMP et sur le profil acheteur (la plateforme des achats de l'État (PLACE) de la personne publique.

Un opérateur économique qui souhaite candidater à une ou plusieurs catégories du SAD, adresse son dossier de candidature via la plateforme des achats de l'état (PLACE) (cf. article 11 « Dispositions relatives à la candidature » du présent RC), **et ce avant la « date limite de remise des candidatures initiales » figurant en première page du présent document.**

L'acheteur analyse les dossiers de candidature et se prononce ensuite sur la recevabilité des candidatures.

Il dispose pour ce faire d'un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date limite de réception des candidatures.

Dans l'hypothèse où un complément d'information est nécessaire le délai sera repoussé à 15 jours ouvrables.

L'acheteur notifie via le profil d'acheteur sa décision d'agrément ou de rejet de la candidature.

Les opérateurs économiques dont la candidature est admise intègrent alors le panel de référence pour la catégorie concernée.

Chaque catégorie de SAD est traitée de manière distincte.

Il n'y a pas de limite quant au nombre d'opérateurs économiques référencés.

Le SAD est ensuite accessible librement, pendant toute sa durée de validité, aux opérateurs économiques qui souhaitent intégrer une ou plusieurs catégorie(s) du SAD.

Ils doivent satisfaire aux exigences de candidature définies au sein de l'article 10 « Dispositions relatives à la candidature » du présent règlement de consultation (RC).

Un opérateur admis au sein du SAD peut retirer sa candidature, selon sa convenance. Il en informe alors l'acheteur dans les plus brefs délais par écrit à l'adresse suivante :

[sailmi-achats-securite-interieure@interieur.gouv.fr](mailto:sailmi-achats-securite-interieure@interieur.gouv.fr).

A tout moment au cours de la période de validité du SAD, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande.

Un opérateur économique qui ne donnerait pas satisfaction dans la transmission des pièces de mise à jour de son dossier de candidature ou qui, du fait d'un changement dans sa situation, serait concerné par un motif d'exclusion tels que mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L.2141-7 à L. 2141-11 verra sa candidature exclue du présent SAD.

Les opérateurs économiques référencés au sein d'une catégorie de SAD sont ensuite invités à soumissionner pour des « marchés spécifiques » .

## ARTICLE 7 : FONCTIONNEMENT DES MARCHES SPÉCIFIQUES

Lors de la survenance d'un besoin pour une catégorie définie, l'administration sollicite l'ensemble des opérateurs économiques référencés pour la catégorie correspondante du SAD (procédure restreinte).

L'information du lancement d'une consultation est adressée par écrit via la plateforme des achats de l'état (PLACE) et invite à télécharger le dossier de consultation (DCE) qui précise notamment :

- les besoins de l'administration ;
- les modalités de livraison des pièces ;
- les formes et modalités d'établissement des prix ;
- les modalités de participation ;
- les modalités d'évaluation des offres.

Le délai minimal laissé aux opérateurs économiques pour formuler une offre est de 10 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'invitation à soumissionner.

Les opérateurs économiques n'ont aucune obligation de soumissionner au marché spécifique.

Les offres reçues dans le délai imparti sont analysées en fonction des critères de choix indiqués dans le règlement de consultation (RC) du marché spécifique.

Les opérateurs économiques formulant une offre devront être en capacité de maintenir leur offre pendant un « délai de validité des offres » qui sera indiqué par l'acheteur lors de chaque consultation.

Les critères sont ceux figurant parmi les critères présentés à l'article 13 « Critères d'évaluation des offres pour les marchés spécifiques » du présent document.

Les négociations ne sont pas autorisées dans le cadre du SAD et des marchés spécifiques qui en découlent.

Les marchés spécifiques d'une même catégorie pourront donner lieu à un allotissement.

La notification du marché spécifique intervient après l'analyse des offres et d'un processus de validation administrative.

Les marchés spécifiques sont mono-attributaire (par lot le cas échéant). La notification d'un marché spécifique emporte commande des fournitures, objet de celui-ci.

Chaque marché spécifique dispose d'une durée qui lui est propre, dans la limite de 4 ans.

L'exécution des derniers marchés spécifiques pourra aller au-delà de la date d'échéance du SAD.

## **ARTICLE 8 : ÉLÉMENTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION POUR CANDIDATER AU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE**

Outre le présent règlement de la consultation, les documents à prendre en compte par un opérateur économique pour candidater sont les suivants :

- Le cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la durée du SAD.
- L'avis d'appel public à la concurrence.

Les candidats ont à produire un dossier complet. Le dossier de consultation est fourni gratuitement par la personne publique.

Tous les documents administratifs et capacitaires obligatoires présentés doivent être rédigés en langue française. Les autres documents, en langue étrangère, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française.

## ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE-GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES ET MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CANDIDAT

### 9.1. Sous-traitance

Dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, certaines parties du SAD peuvent être sous-traitées (prestations de service). Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R. 2193-1 et suivants du même code.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché spécifique. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire doit réaliser une part significative des prestations.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 (modèle de déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

### 9.2. Groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire dans les conditions des articles R. 2142-19 à R. 2142-24 et R. 2142-26 du code de la commande publique précité.

Un opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

### 9.3. Moyens du candidat – Capacité du groupement

Les dispositions de l'article R. 2142-25 du code de la commande publique s'appliquent.

Lors de la sélection des candidats, l'appréciation des capacités du groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité de la capacité requise.

## ARTICLE 10 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE

### 10.1. Pièces à fournir au titre de la candidature

#### 10.1.1. CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPÉEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

Le DUME devra être dûment complété et signé par une personne habilitée à engager l'opérateur économique.

#### 10.1.2. CANDIDATURE HORS DUME

Les documents à fournir sont les suivants :

1 – **Une lettre de candidature** – imprimé DC1 ou équivalent – signée par une personne (nommément désignée) ayant capacité à engager l'opérateur économique.

2 – **Une déclaration sur l'honneur du candidat**, signée par une personne (nommément désignée) ayant capacité à engager l'opérateur économique pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

Le document « lettre de candidature », imprimé DC1 peut-être utilisé.

3 – Afin d'apprécier les capacités économiques et financières du candidat :

– **une déclaration concernant le chiffre d'affaires, hors taxes global et dans le domaine d'activité faisant l'objet du SAD, portant sur les trois (3) derniers exercices disponibles.**

– **une présentation de la société : historique, structuration de l'entreprise, maillage territorial, etc.**

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2, peut-être utilisé.

Les sociétés de création récentes sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque, ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

4 – Afin d'apprécier les capacités techniques et professionnelles du candidat :

– **une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois (3) dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre (idéalement des matériels optiques, vidéographiques et accessoires), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé des fournitures et/ou services.**

– **une présentation de la capacité à fournir les pièces détachées pour le modèle de matériel de la catégorie candidate.**

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

À défaut de références, le candidat est autorisé à présenter tout moyen de preuve de sa capacité technique et professionnelle qu'il juge pertinent au regard de l'objet du SAD.

#### Recours aux bases de données et espace de stockage numérique :

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur



peut obtenir directement, par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace, et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

### 10.2. Examen des candidatures

Conformément à l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, si l'acheteur constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé dans la demande de complément adressée via le profil acheteur. Les candidatures incomplètes ou demeurant incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.

## **ARTICLE 11 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'OFFRE**

Les documents à remettre par les soumissionnaires dans le cadre de la phase de remise des offres seront précisés au sein de chaque marché spécifique.

Cependant, d'une manière générale, et pour chaque matériel livré, le candidat doit impérativement fournir les documents suivants :

- Les notices techniques en langue française, détaillant les caractéristiques techniques, les conditions d'utilisation et d'entretien du matériel ;
- Les fiches techniques de constructeurs en langue française, ou accompagnées d'une traduction fidèle en langue française ;
- La liste complète des accessoires fournis d'origine en langue française, ou accompagnée d'une traduction fidèle en langue française ;
- Toute attestation ou certification de conformité aux normes françaises et/ou européennes en vigueur en version multilingue incluant la langue française ;
- Les documents relatifs aux garanties officielles constructeurs, précisant la durée et les conditions de garantie en langue française, ou accompagnés d'une traduction fidèle en langue française

## **ARTICLE 12 : PROCESSUS ÉLECTRONIQUE**

### 12.1. Dépôt électronique

Les candidatures ainsi que les offres sont transmises exclusivement par voie électronique, via la plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sont précisées dans le « Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques » accessible et téléchargeable sous l'onglet « Aide » puis « Guides d'utilisation » du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

## 12.2. Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de sa candidature. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## **ARTICLE 13 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES POUR LES MARCHES SPÉCIFIQUES**

Les documents à remettre par les soumissionnaires dans le cadre de la phase de remise des offres seront précisés au sein de chaque marché spécifique.

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectue conformément aux articles R. 2152-7 et R. 2162-51 du Code de la commande publique en fonction des critères et pondérations indiqués par l'acheteur lors de la consultation des marchés spécifiques.

Les critères possibles seront les suivants :

| Critères             | Pondération |
|----------------------|-------------|
| 1- Valeur financière | 40 % à 80 % |
| 2- Valeur technique  | 20 % à 60 % |
| Total                | 100,00 %    |

## **ARTICLE 14 : ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

Les questions éventuelles des soumissionnaires seront exclusivement adressées au Bureau des achats métiers via la PLACE.

Elles peuvent être posées pendant la phase de candidature initiale et pendant toute la durée de validité du SAD.

Sur la phase candidature initiale : les candidats adresseront leurs questions au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des premières candidatures figurant en page de garde du présent règlement de consultation.

Sur la durée de l'exécution et de validité du SAD : les questions pourront être adressées « au fur et à mesure ».

Les réponses seront envoyées via la PLACE.

Il est, en outre, précisé que les renseignements ne pourront être demandés et obtenus uniquement dans le cadre prévu par le présent règlement de la consultation et dans le respect de la stricte égalité entre les différents soumissionnaires.